

Zeitschrift: Bildungsforschung und Bildungspraxis : schweizerische Zeitschrift für Erziehungswissenschaft = Éducation et recherche : revue suisse des sciences de l'éducation = Educazione e ricerca : rivista svizzera di scienze dell'educazione

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Bildungsforschung

Band: 17 (1995)

Heft: 1

Artikel: Ruralité et éducation : une perspective européenne

Autor: Akkari, Abdeljalil

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-786093>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ruralité et éducation

Une perspective européenne

Abdeljalil Akkari

Cet article s'interroge sur les rapports entre ruralité et éducation dans un contexte historique marqué par des changements accélérés dans les zones rurales. En effet, la plupart des pays européens sont confrontés au problème de la désertification rurale. Parallèlement à la fermeture de nombreuses écoles durant les trois dernières décennies, divers dispositifs de regroupements scolaires ont été mis en place. L'auteur s'interroge non seulement sur le rôle actuel des enseignants dans les zones rurales mais également sur les moyens de maintenir une offre suffisante de services publics dans les régions périphériques.

Depuis quelques années, on a pu observer un intérêt croissant pour les problèmes des zones rurales, notamment celui de la disparition de certains services collectifs. L'accélération des changements technologiques et sociaux, la mobilité géographique et professionnelle incitent les chercheurs issus de disciplines aussi diverses que la sociologie, l'économie, l'histoire à répondre aux questions posées par la ruralité. Nous allons tenter, dans cet article, d'examiner certaines convergences et interactions entre éducation et ruralité en nous basant pour l'essentiel sur le contexte européen.

On peut longuement discuter la définition de la ruralité, mais ce qui est plus pertinent, c'est d'inverser cette fâcheuse tendance de percevoir le rural comme un monde en voie de disparition avancée et inéluctable. En effet, comme le souligne à juste titre Lieberhen-Gardiol (1987, p. 18), «les images dominantes, industrielles et urbaines, tendent à nous enfermer dans une lecture unidimensionnelle de la problématique rurale, qui perçoit une ruralité dramatique comme une gamme en tonalité mineure: déclin, dépeuplement, démembrement, dévitalisation, désagrégation, désertification, désillusion». La ruralité européenne actuelle ne s'est pas totalement et définitivement remise des changements considérables qu'elle a vécus. Mais elle recèle un potentiel de vitalité et d'innovations.

De plus, l'analyse de la ruralité fournit un approfondissement conceptuel des sciences sociales et particulièrement celui des sciences de l'éducation, discipline relativement récente qui a su combiner dans une perspective interdisciplinaire l'apport de la philosophie, de l'économie, de la psychologie, de la sociologie et de l'anthropologie.

Une inadéquation de départ

A partir du début de ce siècle, on assiste dans les campagnes européennes à un développement constant de la scolarisation en milieu rural. Ainsi, prend corps une inadéquation poussée à l'extrême puisqu'on y a installé dans les campagnes une école sur le modèle urbain, comme si le monde rural n'avait pas des besoins et des exigences spécifiques. Or, l'éducation rurale se caractérisait traditionnellement par son ampleur et sa puissance sur les jeunes. Elle comportait à la fois une initiation au travail productif et une préparation à une vie communautaire poussée. En effet, la socialisation, mission traditionnelle attribuée à l'éducation, prenait dans le contexte rural toute sa portée. Les adultes admettent et encouragent les enfants à participer aux divers travaux agricoles. Les qualités exigées de ces derniers recouvrent une dimension sociale bien prononcée liée à leur contribution au travail productif.

Mais, progressivement, le temps scolaire prend le pas sur le temps de la production, même si l'on a veillé à ce que les vacances scolaires coïncident avec les périodes des grands travaux agricoles (moissons, vendanges). L'inadéquation entre la scolarisation et les exigences socio-économiques du monde rural prend alors forme. En effet, les rythmes de travail exigés par la scolarisation devenue obligatoire ne sont compatibles qu'avec un temps familial consacré au jeu, au repos et à la préparation des devoirs. Or, employés dans des tâches agricoles fatigantes avant et après la classe, les élèves utilisent leur présence en classe comme un temps de repos et ne peuvent suivre le rythme soutenu des apprentissages scolaires. Le décalage entre les exigences de la scolarisation et les conditions de vie et de travail des familles a créé, depuis le début de la scolarisation en milieu rural, une constante discorde.

Du régent au professionnel de l'enseignement

Dans les zones rurales, l'instituteur était le modèle d'une éducation rigoureuse. Il a été longtemps traité comme l'égal du curé dans la société villageoise traditionnelle. D'ailleurs, il retrouve souvent ce dernier dans le cadre des activités des commissions scolaires. Preiswerk (1992) rapporte qu'un curé de village est resté pendant une soixantaine d'années président de la commission scolaire et véritable chef de l'école d'un petit village des Alpes suisses.

Le travail de l'enseignant rural impliquait toute une éthique car son statut de «régent» exigeait une participation à toute la vie villageoise. Comme l'écrivent Cressot et Dubu (1952, p. 14), l'enseignant du village était «un seul maître, une seule influence, l'œuvre d'un seul... L'école rurale ressemble à ce qui a disparu ou disparaît peu à peu de nos campagnes: à l'atelier de l'artisan ignorant la division des tâches, menant ses travaux depuis la matière première jusqu'à l'œuvre achevée, y mettant sa marque». La classe unique semble donc incarner la qualité du travail artisanal contrôlé par un seul personnage du début à la fin du processus.

Peu à peu cependant, on observe une élévation générale du niveau d'instruction de la population rurale et un alourdissement progressif des programmes scolaires et des modalités de leur application. Devant de telles contraintes, les activités extrascolaires des enseignants se sont fortement rétrécies.

Actuellement, il nous semble que les instituteurs des villages aspirent surtout à un statut professionnel. Toutefois, nous pouvons constater que les anciens attributs des enseignants des écoles villageoises n'ont pas complètement disparu. Ainsi, d'écrivain public et de responsable de l'état civil le maître d'école s'est transformé dans beaucoup de villages en secrétaire communal maîtrisant toujours les rouages de la vie politique, sociale et culturelle du village. L'enseignant rural reste donc dans une large mesure comme le personnage clef de la vie locale. L'intégration d'un nouvel instituteur dans un village dépend toujours de son degré d'implication dans des activités sociales et culturelles en dehors de l'école.

«Mort des villages» ou «rationalisation scolaire»

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, on a assisté au foisonnement d'une littérature sociologique décrivant la mort des petits villages et la disparition des principaux services publics et privés: écoles, postes, épicerie¹. En effet, durant les dernières décennies, la modernisation continue de l'agriculture, les mutations démographiques et l'exode rural ont profondément influencé les équipements collectifs dans les zones rurales européennes, et en particulier l'organisation scolaire. La restructuration et l'agrandissement des exploitations agricoles ont progressivement vidé les régions peu productives de leurs commerces, de leurs artisans, et ont jeté le doute sur la nécessité de maintenir et de financer certains services publics comme l'école, le bureau de poste ou un service religieux. La fermeture des petites écoles et les regroupements scolaires sont constamment évoqués par les administrations scolaires alors que la présence de l'école villageoise est considérée par les habitants et les élus locaux comme un moyen essentiel de maintien de l'activité en milieu rural.

En France, le Groupe interministériel des services publics en milieu rural (1985) estime que lorsque les effectifs d'une petite école rurale sont peu nombreux (moins d'une dizaine d'élèves), l'enseignement dispensé risque de présenter de graves lacunes liées à l'isolement de l'enseignant et des élèves. En fait, la politique du Ministère français de l'éducation consiste à corriger les

déséquilibres régionaux, mais reconnaît également la nécessité de ne pas avantager l'espace rural à faible densité de population par rapport aux zones périurbaines, compte tenu des besoins croissants de ces derniers (Roussel, 1988).

En Ecosse, la survie des petites écoles rurales fait également l'objet d'un débat qui empêche parfois les principaux acteurs des questions scolaires de réfléchir aux moyens pédagogiques et financiers pour soutenir activement les petites écoles (Johnston, 1981).

Quant à Bray (1987), il estime que l'une des raisons pour lesquelles certains gouvernements ne fixent pas des normes strictes d'effectifs minimums pour la fermeture de petites classes réside dans le fait que de telles directives condamnent injustement des communes connaissant un redressement démographique et dissuadent les parents de mettre leurs enfants dans des écoles menacées à court terme de fermeture.

L'offre suffisante de services collectifs est devenue au centre des préoccupations des habitants de petites communes. Des travaux menés aux Pays-Bas montrent par exemple que dans les agglomérations de moins de 1000 habitants, la population donnait la priorité à l'école primaire, ensuite par ordre décroissant de préférence, à une épicerie, à un arrêt d'autobus, à un centre socioculturel, à un médecin de famille (Huillet, 1991). On le voit, l'école apparaît comme la première des priorités, même si elle n'est pas la seule préoccupation. En fait, c'est l'école qui a fait plus parler d'elle parce que sa disparition marque pour les habitants un seuil psychologique dans le processus de disparition : « Un village où il n'y a plus d'enfant pendant la journée n'est plus un village. » Tout se passe comme si la présence de quelques jeunes écoliers donnait l'illusion d'une désertification refusée : « Rien que de voir des gosses traverser la rue pour aller à l'école, c'est fou comme ça fait plaisir aux gens ! (Collectif Ecole-Formation de Grenoble, 1977). Les ruralistes parlent du seuil de désespérance en dessous duquel il paraît difficile à une petite commune de remonter la pente.

Les propos ci-dessous sont constamment rapportés par les habitants qui ont vu l'école disparaître : « Nous n'avions ici qu'une seule fête, c'était la fête de l'école. Elle se préparait six mois à l'avance, et je vous assure que c'était quelque chose ! On faisait ça un dimanche, et la classe était trop petite pour recevoir tout le monde : les enfants, mais aussi les « grands » qui l'avaient fréquentée avant de poursuivre leurs études à la Mure ou à Grenoble se faisaient une joie de venir... » (Collectif Ecole – formation de Grenoble, 1977). Les activités liées à l'école assuraient une fonction de continuité entre différentes générations de villageois. L'école apparaît comme le dernier rempart contre le relâchement progressif des liens entre ruraux suite aux mobilités scolaires et professionnelles. A ce propos, Furter (1990, p. 10) estime à juste titre que « la fermeture d'une école n'est ni accidentelle, ni isolée, elle est un élément d'un processus qui touche l'ensemble de l'infrastructure villageoise. L'école est parfois mieux défendue que les autres institutions parce qu'elle représente l'emblème collectif et consensuel de la culture. Elle joue aussi un rôle symbolique : sa disparition entraîne l'évanouissement de la population jeune dans une communauté déjà vieillie ».

Le thème de la fermeture des écoles villageoises a été pendant des années repris par la presse et a donné lieu à des débats passionnés. Il nous semble cependant que la problématique de la disparition des petites écoles rurales fait

l'objet actuellement d'un débat plus serein. Et cela sous l'impulsion de deux principaux facteurs.

Le premier concerne la récente revitalisation démographique des espaces ruraux en Europe. Ce phénomène a été également accompagné par un développement indéniable de l'infrastructure routière et des moyens de transport en commun. Dans les régions de montagne en Suisse, la voiture et le déneigement des chemins ont complètement transformé la vie des habitants des petits villages. D'ailleurs, les statistiques montrent clairement que le nombre des actifs travaillant en dehors des petites communes de résidence est souvent supérieur au nombre d'actifs travaillant sur place.

Le deuxième facteur concerne le développement de la demande des familles rurales en matière de scolarité maternelle. Ainsi, on assiste progressivement à la création de classes maternelles regroupant des élèves de 3 ou 4 petites communes limitrophes. Ces regroupements «précoces» entraînent inévitablement la fermeture des petites écoles villageoises. En effet, il nous semble que le «choc psychologique» provoqué par les déplacements quotidiens des plus jeunes enfants rend l'acceptation des fermetures plus aisée. Par ailleurs, on assiste à la mise en place progressive de dispositifs intercommunaux pour remédier aux conséquences des fermetures des écoles. En France, c'est la création de «groupements intercommunaux dispersés» qui a été retenue. Selon Coudray (1991), 7000 communes ont choisi en France ce dispositif où les élèves sont répartis par niveau.

En Suisse, un dispositif semblable a été expérimenté; on parle alors de regroupement scolaire, terme qui recouvre en fait plusieurs variantes:

- fermeture d'une école et scolarisation des enfants dans les écoles des communes les plus proches;
- une seule école «délocalisée» dans plusieurs lieux d'enseignement;
- regroupements des enfants de plusieurs communes dans une seule école centralisée.

Parmi les facteurs qui ont dédramatisé le débat sur les fermetures des petites écoles, il faut également signaler quelques études factuelles menées sur ce problème. Ainsi, les recherches effectuées par Hanhart (1990, 1991) sur les conséquences réelles de la fermeture des écoles de montagne en Suisse romande montrent que la fermeture d'une école provoque rarement la mort d'un village. En réalité, le déclin démographique de certaines communes est un processus ancien, parfois datant du début du siècle et la décision de fermeture joue un rôle plus accompagnateur que déclencheur de ce phénomène. Nous développons plus loin les enjeux particuliers concernant les régions de montagne.

L'école à classe unique: un phénomène marginal?

Du point de vue des populations locales, l'école à classe unique tient une place particulière et elle est loin d'être un phénomène marginal. De plus, les habitants des régions dont les écoles sont menacées de fermeture sont constamment persuadés que la fermeture d'une école provoque mécaniquement la disparition du village et la diminution du nombre des services collectifs offerts aux villageois.

Selon Roger (1986)², qualité et proximité sont les deux principaux critères qui permettent de définir la politique en matière de services collectifs dans les régions rurales. Cet auteur estime à juste titre qu'il ne s'agit pas de mener des combats d'arrière-garde et d'organiser le maintien de formules périmées, notamment en matière d'école, de poste ou de petit commerce. Il s'agit au contraire d'inventer et d'apporter aux habitants de nouveaux services leur permettant de bien vivre dans un espace non urbanisé.

Malgré l'hémorragie qui frappe le réseau des écoles rurales en Europe, où par exemple 9000 écoles à classe unique ont disparu en France depuis 1971³ (Coudray, 1991), les petites écoles de campagne représentent une proportion non négligeable des structures scolaires. Les chiffres suivants indiquent clairement la dimension européenne d'un phénomène éducatif important :

- en Ecosse, 12% des écoles primaires ont moins de 25 élèves.
- Au Portugal, 80% des enfants fréquentent des écoles de une ou deux classes;
- en France, on estime à 11 000 le nombre des écoles à classe unique. Ils accueillent 4% des enfants de l'enseignement élémentaire public et privé;
- en Finlande, 70% des élèves du primaire sont scolarisés dans des écoles avec 3 ou 4 enseignants (Johnston, 1981; Marshall, 1985).

La faiblesse relative des effectifs scolarisés dans les écoles rurales ne dissuade pas les responsables scolaires régionaux et nationaux de mettre en place des dispositifs de soutien pédagogique originaux. Il faut souligner que le soutien relatif dont ont bénéficié les écoles rurales est largement dû à l'importance politique des zones rurales. En effet, le poids politique des régions rurales est largement plus important que leur poids démographique, aussi bien en France que dans un pays à structure fédérale comme la Suisse.

Dans plusieurs pays européens, des appuis pédagogiques mobiles sont constamment expérimentés. Ainsi, le Ministère français de l'éducation a instauré des équipes académiques mobiles de liaison et d'animation (EMALA) qui soutiennent pédagogiquement les enseignants ruraux des écoles isolées.

En Angleterre, des équipements mobiles ont été également mis en œuvre pour fournir des supports technologiques de l'enseignement comme les équipements audiovisuels et informatiques. Les enseignants ont alors le sentiment de moins souffrir du manque de matériel moderne en comparaison avec les écoles urbaines.

Faute de pouvoir imposer une mobilité quotidienne des élèves, la mobilité des équipements pédagogiques nous semble être une innovation pédagogique à

développer. Elle a l'avantage d'être souple et de faire l'économie des investissements lourds indispensables pour la construction et l'aménagement de locaux scolaires centralisés.

Les écoles de montagne en Suisse

En Europe, la montagne est une réalité géographique et démographique incontournable. Il s'agit de plus de 30% de l'espace où vivent 25 millions d'habitants, soit près de 10% de la population. Dans la plupart des régions montagneuses d'Europe (Alpes, Jura, Pyrénées), les petites écoles rassemblent une bonne part des effectifs scolaires. Pays montagneux et fortement décentralisé, la Suisse apparaît comme un cas typique de ce phénomène. En effet, dans les régions bénéficiant de la loi fédérale d'investissements dans les régions de montagne, 37% des classes sont à 2 degrés ou plus.

Bien qu'une étude de cas effectuée dans le val d'Anniviers (Hanhart, Beer-Flukiger et Perroulaz, 1990) avait en grande partie infirmé l'hypothèse selon laquelle la suppression de l'école dans une commune ou dans un village engendre (voire accentue) des transformations de nature démographique, socio-économique, socioculturelle, politique, scolaire, la fermeture des écoles tient une part importante de l'actualité locale. Ainsi, parlant des régions de montagne du canton de Berne, Heinz (1990) constate que les fromageries disparaissent, les magasins ferment. L'école reste le seul endroit où les gens se rencontrent. Si l'on enlève l'école, cet auteur estime que les régions de montagne perdraient leur identité. De ce type d'interprétations on aurait pu déduire que la fermeture de l'école provoque la mort du village. Toutefois, comme nous l'avons déjà signalé, le dépérissement de certaines communes remonte très loin dans l'histoire. En fait, il s'agit d'un processus lent et cumulatif, dont la fermeture de l'école est l'une des manifestations les plus ultimes et symboliques puisque cette institution a connu le passage de générations successives de villageois.

D'autres recherches insistent sur la perte d'attractivité d'une commune dont l'école est menacée de fermeture. Analysant l'évolution démographique de communes dépourvues d'écoles dans le canton des Grisons, Fröhlich (1977) avait, par exemple, proposé un modèle circulaire dans lequel la fermeture de l'école apparaît comme la cause et la conséquence de la régression démographique. Ce qui finit par provoquer la perte d'attractivité de la commune.

En somme, les recherches actuelles concernant l'organisation scolaire dans les zones de montagne se focalisent sur la question suivante: Quel est le «seuil critique de rentabilité» à partir duquel les services collectifs publics – et en premier lieu l'école – sont condamnés? Les études que nous avons consultées et nos propres recherches montrent qu'il n'y a pas de réponse générale. Toutefois, quatre variables semblent être déterminantes pour établir le diagnostic le plus fiable possible:

- Le contexte géographique (et notamment l'altitude et les voies de communication), qui détermine la durée du transport scolaire en cas de fermeture de l'école villageoise.
- Le contexte budgétaire communal et national. A ce propos, il faut noter que l'économie réalisée par des regroupements scolaires n'est substantielle que pour les administrations de l'instruction publique puisqu'elles assurent en règle générale la totalité du traitement des enseignants, alors qu'elles partagent le financement des transports scolaires avec les familles et les collectivités locales.
- Les réformes scolaires et plus particulièrement la durée de la scolarité obligatoire. La réforme scolaire instituée dans le canton de Neuchâtel en Suisse (6 degrés au primaire suivi de 3 degrés de secondaire inférieur) ont fait perdre aux petites écoles de montagne une partie de leurs effectifs puisque ces écoles offraient dans le passé 9 degrés de scolarité (Hanhart, Akkari, Beer-Flukiger et Perroulaz, 1991).
- La position de la commune dans l'espace économique régional. La proximité d'une grande agglomération ou l'essor du tourisme (notamment dans les Alpes) sont des facteurs particulièrement importants pour la survie des petites écoles villageoises.

Les apports de la ruralité à la pédagogie

Signalons tout d'abord la puissance ambivalente de la scolarisation en milieu rural. En effet, dans les écrits sur le monde rural, l'éducation a été souvent présentée comme cause et conséquence des changements. En effet, c'est sur la scolarisation que s'est portée la responsabilité de l'alimentation de l'exode rural, puisque les jeunes ruraux scolarisés trouvent difficilement à s'insérer professionnellement dans leur région d'origine et sont généralement obligés de partir. La désertification rurale tellement redoutée se trouve ainsi accompagnée d'une fuite de la population la plus instruite. Paradoxalement, les éducateurs et les responsables locaux qui n'ont jamais cessé de militer en faveur de l'accès des fils d'agriculteurs aux filières scolaires les plus valorisées constatent que la réalisation encore limitée de cet objectif ne s'est pas traduite par une mobilité sociale plus importante dans les régions concernées.

En outre, peu de jeunes s'orientent vers un secteur agricole qui n'embauche plus et qui rationalise par une baisse du nombre des actifs dans l'agriculture. Nous sommes en présence d'un rapport dialectique où la scolarisation précède l'exode rural. Cette raréfaction des possibilités d'emploi dans l'agriculture se traduit alors par une demande accrue de scolarisation et une élévation générale des qualifications professionnelles.

L'inadéquation entre les flux de formation initiale et professionnelle et les débouchés disponibles ou potentiels est un thème sur lequel il faudrait porter une attention particulière dans les régions rurales ou de montagne (Akkari, 1992). En effet, vivre et travailler au pays est l'une des préoccupations majeures de la population rurale.

Dans les rapports entre éducation et ruralité, il nous semble primordial d'identifier les pratiques pédagogiques d'inspiration rurale. Tout d'abord, il nous paraît important de souligner que le culte de la convivialité rurale a poussé les sociologues et les anthropologues à avoir une attirance certaine pour la ruralité, c'est-à-dire envers ceux qui ont gardé leur authenticité (naïveté) parce qu'ils sont à l'écart de la modernité et qu'ils ont un rapport étroit avec la nature. Alors, la tentation est grande de dissenter sur l'enfant rural et sur la manière de l'éduquer. Le culte de la pureté rurale qui émerge des idées pédagogiques de Rousseau démontre que les regards portés sur le monde rural par les pédagogues sont inspirés par la valorisation du pouvoir de protection de la ruralité. En effet, dans les conceptions rousseauistes, l'enfant doit être protégé contre la société. Un certain nombre de pédagogues et d'initiateurs de structure, d'accueil de l'enfance maltraitée ou handicapée, ont par exemple privilégié l'installation de foyers d'accueil dans des sites ruraux très propices à leurs yeux pour effectuer un travail pédagogique et social stimulant.

L'une des expérimentations pédagogiques d'inspiration rurale concerne la gestion d'une classe à plusieurs degrés. Cette situation pédagogique imposée par le contexte rural retrouve dans le corps enseignant et pas seulement dans les zones rurales un intérêt pédagogique nouveau, alors qu'elle a été considérée plutôt comme un handicap par rapport aux exigences des programmes scolaires. De fait, malgré des directives officielles qui orientent vers des classes à un seul degré, l'utilité pédagogique des classes à plusieurs degrés reprend de l'intérêt, car celles-ci permettent un rapport étroit entre le maître et les élèves. Une réalité pédagogique imposée par le contexte rural se trouve transformée en innovation pédagogique susceptible de se diffuser par contagion dans d'autres contextes. Nous avons ainsi repéré deux expériences intéressantes.

La première dans le canton du Jura suisse, où des instituteurs ont pris l'initiative de composer des classes à 2 degrés alors qu'ils avaient la possibilité de former des classes homogènes à 1 degré. La deuxième expérience concerne la ville de Genève, région peu touchée par le manque d'effectifs, où une expérience originale est en cours. Elle consiste à mettre en place ce qu'on peut appeler «une école sans degrés», ce qui signifie «individualisation des parcours de formation sans que l'on soit braqué sur l'âge des élèves, ou prisonnier d'un programme en années scolaires impliquant des bilans trop rapprochés»⁴. Le remplacement du découpage en degrés, par des cycles d'études parcourus en 2 ou 3 ans, visé par cette expérience, permettrait également de s'attaquer à l'échec scolaire basé sur le maintien d'un nombre de plus en plus important d'élèves dans le même degré.

La classe unique du type rural semble permettre, plus que les classes homogènes sur le modèle urbain, un travail pédagogique adapté aux rythmes d'acquisition et de développement des enfants. En effet, l'enseignant rural est obligé dans sa solitude de fonctionner comme une véritable «équipe pédagogique» puisqu'il est amené à suivre la trajectoire scolaire des enfants sur la longue durée. Parfois, il joue le rôle de maître d'appui. En outre, des élèves habituellement mis en ville dans des classes spécialisées peuvent trouver dans les classes uniques un développement affectif plus harmonieux : ils ont moins le sentiment d'être à l'écart. Cette remise en question de la validité pédagogique du décou-

page de la scolarité obligatoire en degrés homogènes pourrait contribuer à la remobilisation de tout le corps enseignant pour une école de qualité.

La pédagogie de l'alternance est une autre innovation issue d'un concept éducatif d'inspiration rurale. C'est l'un des domaines dans lequel les processus de formation inaugurés par des ruraux ont eu une influence considérable sur l'enseignement en général et sur l'enseignement technique en particulier. En effet, la pédagogie de l'alternance issue de l'enseignement agricole a pu mettre en question une des règles de base de l'éducation moderne, où le temps de la production se superpose au temps de la scolarisation.

Le concept de l'alternance développé initialement dans les Maisons familiales françaises a été repris par l'enseignement technique. Ce concept de l'alternance sous-entend, comme le souligne Fauvet (1983), toute une éthique, une conception du monde dans laquelle l'individu n'est point la proie du destin. Il se situe comme acteur de son histoire dans une démarche solidaire avec d'autres ruraux. Cet auteur estime que la pédagogie de l'alternance développée en France par les Maisons familiales est non seulement un des lieux ou des moyens d'éducation permanente ou totale, pour ses propres membres (ad intra), mais aussi une stratégie pertinente et digne d'intérêt (ad extra) pour le milieu rural et pour la société tout entière. Elle est un modèle alternatif, dynamogène parce que différent de celui mis en œuvre dans l'éducation scolaire. A l'heure où décideurs, chefs d'entreprises et responsables politiques ne cessent de s'insurger contre l'inadéquation Formation-Emploi en appelant au développement des formules de formation duales (école, entreprise), il est pertinent de rappeler que le monde rural a été le pionnier de la reconnexion entre le monde de l'éducation et le monde de la production.

Les néoruraux : l'émergence de nouveaux conflits

Après l'exode rural continu subi depuis plus d'un siècle, certaines zones rurales européennes connaissent un début de revitalisation démographique avec l'installation de non-agriculteurs. Ainsi, entre 1975 et 1982, la population rurale française a progressé plus vite que la population urbaine. Cinq millions⁵ de personnes de moins de 25 ans vivent dans des communes de moins de 2000 habitants non contiguës à une unité urbaine. Ce retour aux villages s'est concrétisé par l'installation de ce qu'on appelle parfois les néoruraux ou les pendulaires. Ainsi, la composition sociologique des campagnes européennes se trouve radicalement transformée avec moins d'agriculteurs, plus de cadres et de professions libérales recherchant un cadre de vie plus agréable tout en étant assez proches des zones urbaines. Ce retour se traduit par une recomposition de l'origine socioprofessionnelle des élus locaux. Ainsi, en France, les agriculteurs ne représentent plus que 25% des maires des communes rurales.

Les conflits sur la construction d'infrastructures routières et ferroviaires prennent des allures de batailles rangées entre habitants anciens et néoruraux (pendulaires et titulaires de résidences secondaires). Chaque groupe justifie sa

position. Les agriculteurs indigènes voient d'un bon œil le désenclavement de leur région et le développement des équipements touristiques, alors que les néoruraux ne veulent à aucun prix perdre la tranquillité qu'ils sont venus chercher. Il nous semble que la gestion des conflits entre agriculteurs et non-agriculteurs est un enjeu essentiel de la ruralité européenne. En effet, le potentiel d'accueil de nouveaux arrivants dans les régions rurales est très important. Ainsi, si l'on examine les chiffres de la densité des populations en Europe, ils peuvent nous paraître en moyenne très élevés: 103,2 hab./km² en France, 236,1 hab./km² en Grande-Bretagne, 431,2 hab./km² aux Pays-Bas. Toutefois, pour avoir une idée plus précise sur la répartition de la population en milieu rural, il faudrait examiner les chiffres de la densité de la population rurale. L'exemple de la France est à cet égard édifiant: en 1989, la densité de population dans l'espace non urbanisé était de 30 habitants/km², soit au total 15 millions d'habitants sur 85 % du territoire (pour 130-131).

La recomposition sociologique prévisible de la plupart des campagnes européennes appelle, comme l'écrit Bodiguel (1991, p. 68), de nouvelles approches pour aborder le rural: «La question rurale, c'est celle qui est toujours posée par les gestionnaires et les politiques qui doivent trancher dans quelques problèmes brûlants: la formulation de nouveaux intérêts territoriaux pour des terres qui ne répondent pas aux critères de développement économique, la valorisation culturelle et écologique d'espaces qui ne répondent pas aux normes de valorisation capitaliste, la conception de nouveaux cadres de gestion face au morcellement communal et la juxtaposition des intervenants administratifs, l'introduction de modalités de calcul de rentabilité particulière pour certains services publics, la prise en compte d'un droit à la diversité dans certaines administrations, comme l'éducation nationale, etc.»

Ce retournement démographique⁶, s'il se confirme en s'inscrivant dans la longue durée, appelle également de nouveaux arbitrages dans les affaires scolaires. Aussi, la participation des parents d'élèves à la gestion scolaire devrait connaître une croissance continue, d'autant plus que le déficit en équipements collectifs et scolaires des zones rurales exige des groupes de pression à propos des transports scolaires, des salles de sports ou des cantines. En outre, la recomposition socioprofessionnelle progressive de la population rurale risque de modifier les rapports entre les familles et l'école puisque l'institution scolaire n'aura plus le monopole en matière de connaissances pédagogiques. C'est pourquoi les parents appartenant à des catégories socioculturelles élevées s'impliquent fortement dans le suivi pédagogique de leurs enfants et sont de plus en plus en situation de prise de parole par rapport à l'école.

Dans ces conditions, la diversité des modes de fonctionnement de l'administration scolaire en Europe rend pertinentes des études visant à une gestion scolaire plus participative.

La crédibilité croissante de la protection de l'environnement souligne l'intérêt sociologique et pédagogique des petites écoles villageoises. En effet, les écoles rurales ont été les premières à mettre en œuvre une éducation à l'environnement. Elles ont intégré, depuis longtemps, dans leurs pratiques pédagogiques l'initiation des élèves à la géographie, à l'histoire et aux coutumes locales. Mais également à l'environnement naturel.

Situées dans des zones écologiquement fragiles ou menacées, objets de transformations continues (barrages, aménagements touristiques), les écoles rurales amènent enseignants et élèves à sortir de la classe pour observer le milieu naturel autour d'eux, et pour constater les transformations et les dégâts parfois irréversibles subis par ce milieu. L'agriculture intensive a déversé sans retenue des milliers de tonnes d'engrais chimiques et a détruit haies, talus pour achever sa mécanisation à outrance. Les écoles rurales sont donc idéalement placées pour amener les élèves à partir d'observations directes, à faire une réflexion sur les causes de la détérioration continue du milieu naturel. Elles peuvent contrebalancer le savoir scolaire, parcellaire, normatif et spécialisé dans lequel la compréhension des problèmes et des phénomènes écologiques est peu présente. Il nous semble qu'une telle «pédagogie inductive» favorisée par un écosystème en grandeur nature serait capable de se propager dans les écoles urbaines et de bousculer les habitudes afin de préserver le potentiel écologique des générations futures. Il ne s'agit pas de recréer les images mythiques du paysan, du village, ou de l'espace naturel vierge, mais d'informer les jeunes scolarisés des potentialités réelles du monde rural.

Conclusion

Le monde rural a été souvent abordé par opposition à l'urbain. Or, les enjeux éducatifs actuels (formation en alternance, éducation à l'environnement, coût des infrastructures scolaires) rendent la séparation urbain/rural peu pertinente. D'ailleurs, les recherches effectuées dans les zones rurales présentent un intérêt méthodologique pour tous les chercheurs en sciences sociales. Ainsi, la richesse de la méthode monographique dans l'étude des régions rurales a été vérifiée dans plusieurs recherches. Mais cette démarche a également ses limites. L'échelle n'est pas uniquement le problème des géographes, mais de tous les chercheurs en sciences sociales lorsqu'ils doivent localiser l'objet de leurs recherches. Ainsi, l'analyse du jeu des acteurs impliqués dans des fermetures ou des regroupements scolaires dépasse le cadre communal. L'échelle d'analyse pertinente devient de plus en plus intercommunale (ou régionale). D'où la nécessité d'une politique éducative globale des zones rurales.

L'ouverture économique, sociale et culturelle d'un village sur l'extérieur crée de nouveaux types de relations socio-économiques qui recouvrent largement les structures anciennes. Le modèle de la société villageoise s'élargit et pose au chercheur des problèmes d'enquête et d'interprétation qui le poussent à faire appel à des champs nouveaux d'informations.

Les recherches sur l'organisation scolaire des zones rurales montrent également la nécessité d'une approche interdisciplinaire impliquant des géographes, des spécialistes de l'éducation, mais également des économistes idéalement placés pour démystifier l'équation simple: fermetures d'écoles = économies budgétaires. Le coût réel des transports scolaires doit être rigoureusement calculé. L'interdisciplinarité est avant tout une pratique où les chercheurs relevant de disciplines différentes coopèrent dans une recherche commune pour construire les outils nécessaires pour l'analyse de problèmes précis.

Il est également nécessaire de dépasser le cadre strictement scolaire pour s'interroger sur une politique de formation professionnelle pertinente en milieu rural. L'amélioration des qualifications professionnelles déjà constatée dans la population rurale européenne devrait s'intensifier par la généralisation des réformes scolaires, qui visent partout en Europe à l'allongement de la scolarité obligatoire par un accès au plus grand nombre d'élèves à l'enseignement secondaire. D'ailleurs, les études sur les régions rurales devraient être orientées dans une perspective comparative qui analyserait les diverses expériences européennes. En effet, on retrouve partout ⁷ le même phénomène de fermetures d'écoles et de regroupements scolaires.

Nous avons tenté dans cet article de creuser quelques pistes de réflexion et d'identifier les principaux enjeux scolaires dans les régions rurales européennes. Beaucoup de problématiques de recherches restent ouvertes. Nous pouvons nous contenter d'en citer quelques-unes :

- Tant que la scolarisation maternelle n'est pas généralisée, est-ce que les enfants ruraux ne font pas l'objet d'une sélection précoce qui aggrave leurs handicaps socioculturels de départ dans les institutions scolaires ?
- Quelles sont les conséquences au niveau des résultats scolaires des conditions difficiles des transports scolaires, avec les routes souvent enneigées, attentes, stress du départ matinal, fatigue aggravée par le changement d'altitude dans les zones de montagne ?

Notes

¹ Un grand quotidien lyonnais titrait dernièrement en première page : « Nos villages meurent : il faut faire des kilomètres pour acheter du pain. »

² Revue *Pour*, N° 130/131, 1986.

³ En 1971, il restait encore en France 2868 classes uniques qui comptaient moins de 12 élèves (*Le Monde*, 21 septembre 1976).

⁴ *Tribune de Genève*, 1.2.1993.

⁵ *Pour*, N° 130/131, 1986.

⁶ Selon une récente étude de W. Bätzing (1993) de l'Université de Berne, la population alpine se développe dans deux directions opposées. Alors que 43 % des communes alpines ont vécu ces cent dernières années un net recul du nombre de leurs habitants, 47 % ont vu leur population fortement augmenter. Depuis la fin des années 70 se sont particulièrement développées dans les Alpes suisses les communes où la majorité des habitants gagne sa vie à l'extérieur. Entre 1980 et 1990, le nombre de ces communes a doublé en Suisse. Elles ont surtout profité de la proximité des centres urbains.

⁷ Il faut noter que la problématique des regroupements scolaires est très actuelle dans les pays du sud de l'Europe (Italie, Grèce, Portugal, Espagne). Le quotidien espagnol « El País » du 14.10.93 a rapporté le récit d'un élève de l'école primaire de Mafomedes au Portugal : « Je m'appelle Ana et je suis en 2^e cycle de primaire dans l'école de mon village, Mafomedes. Cette école n'a que deux élèves : José et moi ; c'est bien triste car nous n'avons personne avec qui jouer ! Nous sommes les deux uniques enfants à Mafomedes, un village perdu dans la province de Baiano, une région montagneuse au nord du Rio Duero, pas très loin de Porto... Mon professeur dit que nous serons les derniers élèves de cette école parce qu'à l'avenir, les élèves de Mafodes iront certainement dans des écoles plus modernes, peut-être même jusqu'à Baiano... »

Références bibliographiques

- Akkari, A. (1992). Les petites écoles ferment. Conséquences pour les jeunes. *Educateur*, 3, 10-12.
- Bodiguel, M. (1991). La question du rural. *Cahiers Binet Simon*, 626/627, 61-70.
- Bray, M. (1987). *Are small schools the answer? Cost-effective strategies for Rural School Provision*. London: Commonwealth Secretariat.
- Braudel, F. (1986). *L'identité de la France*. Paris: Ed. Arthaud.
- Collectif. (1985). Formation et développement; la société rurale en exemples. *Education permanente*, 77.
- Collectif Ecole-Formation (1977). *Les écoles rurales, quel avenir?* Lyon: Ed. la pensée sauvage.
- Coudray, L. (1991). La formation permanente en milieu rural. *Cahiers Binet Simon*, 626/627, 136-184.
- Cressot, J. et Bouisset, M. (1952). *L'école à classe unique et l'école à deux classes*. Paris: Ed. Bourrellet.
- Groupe interministériel des services publics en milieu rural (1985). *Guide services au public en milieu rural*. Education. Paris: Ministère de l'agriculture.
- Fauvet, E. (1983). *La stratégie éducative de la Jac et du MRJC dans l'Ain (1935-1979)*. Lyon: Thèse d'université.
- Fröhlich, H. (1977). *Die schulische Versorgung in der Region Mittelbünden*. Zürich: Geographisches Institut der Universität (diplomarbeit).
- Furter, P. (1990). *La problématique de la formation et de la scolarisation dans les zones de montagne*. Une perspective internationale. Genève: Université - Subdivision DPSF.
- Hanhart, S., Beer-Flukiger, V., et Perroulaz, G. (1990). *L'école est fermée! .. et alors? Une étude de cas dans le val d'Anniviers (Valais)*. Genève: Université Cahiers de la Section des sciences de l'éducation, N° 59.
- Hanhart, S., Akkari, A., Beer-Flukiger, V., et Perroulaz, G. (1991). *Les conséquences des fermetures de petites écoles de montagne*. Genève: Université - Subdivision DPSF, documents N° 28, 29, 30.
- Heinz, P. (1990). L'école en montagne. La condition indispensable à la survie de la paysannerie. *Revue Union des fédérations agricoles*. Lausanne, pp. 26-28.
- Huilet, Christian (1991). Les services en zone rurale: pour une nouvelle gestion. In *l'Observateur de l'OCDE*, 172, 17-19. Paris.
- Lieberhen-Gardiol, F. (1986). Les ruralités réinventées. *Pour*, 116-115, pp. 18-22.
- Johnston, R.-S. (1981). Beyond here survival: Teacher support in scotland Rural Schools. In J. Sher (Eds.), *Rural Education in Urbanized nations: Issues and innovation* (pp. 127-149). Colorado: Boulder.
- Marshall, D-G. (1985). Closing small schools. Or when is small too small? *Education Canada*, 1985, pp. 10-16.
- Pidgeon, D. (1973). *La taille des classes et son influence sur les résultats scolaires*. Paris: OCDE.
- Preiswerk, I. (Ed.). (1992). *De village en village. Espace communautaire en développement*. Paris: PUF.
- Roussel, V. (1988). Théorie des seuils critiques de dépopulation et irréversibilité du processus de désertification. *Revue d'économie régionale et urbaine*, N° 5, 811-826.

Ländliche Gebiete und Erziehung – eine europäische Perspektive

Zusammenfassung

Der vorliegende Artikel befasst sich mit der Beziehung zwischen Landbevölkerung und Ausbildung in einem historischen Kontext, der durch die beschleunigten Veränderungen in diesen Gebieten charakterisiert ist. In der Tat sind alle europäischen Länder mit dem Problem der Landflucht konfrontiert. Zusammen mit der Schliessung zahlreicher Schulen auf dem Lande wurden in den vergangenen drei Jahrzehnten auch verschiedene Umgruppierungen vorgenommen. Der Autor stellt die Frage nach der derzeitigen Rolle der Lehrerschaft in den ländlichen Gebieten und erwägt auch die Mittel, die notwendig sind, diesen Randgebieten ein genügendes Angebot an öffentlichen Diensten zu sichern.

Rural regions and education – an european perspective

Summary

This article examines the relationship between rural populations and education in a historical context marked by accelerated changes in rural areas. A great number of european countries are actually confronted with the problem of rural depopulation. Parallel to the closing of numerous schools during the last three decades, divers changes in school organization have taken place. The author considers not only the present role of teachers, but also the means necessary to maintain sufficient public services in rural areas.